

## Les Français de Londres entre colère et inquiétude



### Les 200 000 Français expatriés dans la capitale britannique s'interrogent sur leur avenir après le " Brexit "

**T+** **L**es questions sans réponses tournent comme un tourbillon. Les quelque 200 000 Français de Londres vont-ils avoir besoin d'un visa ? Faudra-t-il demander la nationalité britannique ? Les investisseurs vont-ils suspendre leurs projets ? Le passeport financier, qui permet de vendre un produit financier à travers toute l'UE, sera-t-il conservé ?

Benoît d'Angelin a créé il y a sept ans sa propre banque d'investissement, Ondra. " J'ai 50 employés, de 22 nationalités différentes. On n'aurait jamais eu le succès qu'on connaît sans cette ouverture au monde ", assure-t-il. Lui est arrivé dans la capitale britannique en 1987. " A l'époque, la City était anglaise. Mais ça ne marchait pas bien, les gens rentraient du boulot à 16 heures... Thatcher a passé des réformes - le big bang de 1986 - . Cela a permis aux Américains de venir et de secouer les choses. " Depuis, la City a grossi, s'imposant sur le reste de l'Europe. Mais pour M. d'Angelin, le " Brexit " va casser ce dynamisme. " C'est la fin d'un cycle de trente ans ", estime-t-il.

Pas question pour l'instant de prendre des décisions abruptes et de déménager. Mais les incertitudes sont très nombreuses. " Est-ce que je vais pouvoir rester ici ? Est-ce que mes employés vont avoir besoin d'un visa ? Quelles règles vont être changées ? ", égrène M. d'Angelin. Les questions vont rester en suspens de long mois, peut-être même des années : le gouvernement britannique n'entend pas lancer les négociations officielles de divorce avec l'UE avant octobre au plus tôt, le temps de trouver un nouveau premier ministre.

Jean Littolff a aussi de nombreuses questions : ce sont ses patrons, au siège américain de son entreprise, qui les lui posent. Le Français dirige le développement de la filiale européenne d'une start-up, Change.org, spécialisée dans les pétitions en ligne. *" Le bureau américain me demande s'il va falloir déménager le siège européen dans un autre pays de l'UE. Pour l'instant, je ne sais absolument pas. "* Lui aussi s'interroge sur la question des visas. Parmi ses vingt-cinq employés, un tiers sont européens. *" On rentre dans une période où il n'y aura pas beaucoup d'embauches de non-Britanniques, en attendant d'y voir plus clair. "* Même chose pour les investissements : *" Cela va être une période de glaciation. "*

" Peu de loyauté "

Selon M. Littolff, la " marque " Royaume-Uni vient de prendre un coup auprès des investisseurs. *" Quand ils envisagent de mettre de l'argent en France, ils se demandent systématiquement s'il n'y a pas un risque de lourdeur administrative trop fort. Maintenant, quand ils envisageront d'investir au Royaume-Uni, ils se demanderont si être hors de l'UE n'est pas un problème. "*

Sous le coup de la colère du référendum, ces Français souvent installés à Londres depuis plusieurs décennies, avec des enfants qui ont grandi dans la capitale britannique, racontent aussi leur impression de ne jamais avoir été tout à fait intégrés. *" Vous savez, j'adore la reine et tout ça, mais je n'ai que très peu d'amis britanniques, explique une femme qui veut rester anonyme. On n'a que très peu de loyauté avec cet endroit. Tant que ça se passe bien, formidable, mais si on a des opportunités ailleurs, on partira. "* Un entrepreneur spécialisé dans les énergies renouvelables, qui vit entre New York, Paris et Londres, confirme : *" Si ça devient difficile, j'aurais peu de raisons de venir ici. "*

Jean Littolff le résume à sa façon. Pour avoir longtemps fait des études de marché au Royaume-Uni, il connaît bien le reste du pays, très différent de Londres, la riche cosmopolite. *" Avant, on était toléré. Après ce référendum, on ne l'est plus. Nous étions des invités, on est devenu des immigrants. "*

Tous pourtant ne partagent pas le choc. Sur la cinquantaine de personnes présentes, trois soutiennent le " Brexit ". Jean-François Cécillon, présent à Londres depuis 1990, est l'un d'eux. Ancien patron de la maison de disques EMI, désormais à la tête d'une société de conseil, The Universal Matrix, le Français croit que le chamboulement peut apporter du positif. Après tout, l'UE est loin d'être parfaite, trop lourde, pas assez démocratique. Et même au niveau financier, la sortie du bloc européen peut être positive. *" Les gens qui s'occupent de l'argent du Moyen-Orient et de Chine vont être ravis. Il va peut-être y avoir des départs et des conséquences négatives, mais cela va créer un appel d'air. "*

Même à court terme, il rappelle que les secousses des marchés peuvent créer des gagnants. *" D'un coup, la livre sterling est 10 % moins chère. Certains vont se dire que c'est une opportunité d'achat. De toute façon, je crois que l'argent est plus fort que la politique. L'envie de faire du business va dépasser tout le reste. "*

Il s'attriste pourtant pour les jeunes générations, qui souhaitaient très largement rester dans l'UE. Ses trois enfants, qui ont grandi à Londres, sont de ceux-là. *" Ils sont absolument effondrés. Pour eux, c'est une véritable claque. "* En ce sens, la famille de M. Cécillon est devenue typique des Britanniques : les jeunes générations pour le maintien dans l'UE, les

anciennes pour le " Brexit ". Sans doute l'osmose après presque trois décennies à Londres.

**éric Albert**

© Le Monde

---

◀ **article précédent**

**Manuel Valls hausse le ton contre le...**

**article suivant** ▶

**Suspense sur le devenir des droits des...**